

Marine Tondelier est " pour un moratoire sur la chasse dans les zones incendiées" (Les 4 Vérités)

10 min · Ecologistes

Mon invité est Marine Tondelier, secrétaire nationale des écologistes et candidate à la présidentielle. Prix de l'essence, prix du gazole, entre 2,15 et 2,30 le litre, on est à des records. Qu'est-ce qu'il faut faire d'après vous ? Est-ce qu'il faut bloquer les prix ou baisser les taxes ?

Déjà, dire qu'on est en situation de surendettement climatique en réalité. C'est-à-dire qu'on vit à crédit sur la planète parce qu'on dépend du gaz et du pétrole dont, depuis des décennies, on sait qu'on doit se lever et on ne met pas les bonnes politiques en place pour. Deuxièmement, notre balance commerciale est très impactée par ça parce qu'on a deux fois plus d'importation de gaz et de pétrole que notre déficit de la balance commerciale. Donc, c'est un coût économique majeur pour notre pays. Et puis, les Français, les ménages, mais aussi les collectivités, l'État, les entreprises, se surendettent chaque jour parce qu'ils sont dépendants de leur voiture et du prix du pétrole pour les travailler ou du gaz pour se chauffer. Et donc, ça, ce n'est pas possible. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Deux choses. Premièrement, des aides ciblées. Quand vous faites un blocage des prix,

moi, mon

problème avec le blocage des prix, c'est que ça coûte très très cher. Et donc, si on estime que c'est une bonne politique, faisons-la. Mais ça va bénéficier à tout ceux qui achètent du pétrole, y compris quelqu'un qui aurait un SUV de 2 tonnes pour conduire son enfant de 30 kilos à l'école et qui a largement les moyens, s'il a pu s'acheter ce SUV, de s'acheter l'essence qui va avec. Donc, vous n'êtes

pas pour le blocage des prix ?

Donc moi, je préfère des mesures ciblées. Aujourd'hui, il y a ces aides ciblées de 100 euros par mois en moyenne qui concernent 3 millions seulement de gros rouleurs. Je pense qu'il faut aider plus de Français. Il n'y a pas que 3 millions de Français qui, là, à ce niveau de prix, n'arrivent pas à se payer les essences. Donc vous

êtes d'accord avec les aides ciblées du gouvernement, mais il faudrait qu'elles soient plus

importantes et plus heureuses. Ça ne va pas assez loin. Mais pourquoi ? Mais sur le

système, vous êtes d'accord ? Et

pourquoi ça ne va pas assez loin ? Parce

que

je suis d'accord pour aider en priorité celles et ceux qui en ont le plus besoin, puisque l'écologie populaire, c'est mettre des dispositifs différents pour quelqu'un qui va bien et quelqu'un qui n'a ni les ressources, ni les alternatives, ni quelque part la même responsabilité dans le problème. Donc c'est ça la ligne des écologistes. Ensuite, je le dis, il faut financer ces aides. Aujourd'hui, les aides

ciblées du gouvernement, tout le monde, tous les Français les financent, y compris les plus précaires sur leur TVA, etc. Moi, je souhaite qu'on taxe les super profits des pétroliers. Total, a encore augmenté cet été ces dividendes de 5,6 %. Donc ça suffit. Ils font énormément de profits sur la guerre. Ils doivent payer et contribuer à ces

aides. Mais il faut augmenter ces aides ciblées, oui ou non

? Bien sûr.

En nombre et en volume. En

nombre et en volume.

Les actions coup de poing des agriculteurs aussi aujourd'hui, parce que les agriculteurs vont avoir un milliard d'aides, c'est le gouvernement qui a annoncé ça après la sécheresse. Pour vous, est-ce qu'il faut mettre plus sur la table ?

Alors, il faut mettre plus et il faut mieux répartir, comme souvent. C'est une politique macroniste et nous, on est de gauche écologiste. Donc on n'aurait pas fait pareil. Je vois les syndicats d'agricoles qui disent que l'aide d'un milliard ne suffira pas. Ils ont raison. Il y a 30 à 35 000 fermes qui vont aujourd'hui très mal et qui menacent de déposer le bilan dans les mois qui viennent. Ensuite, le dispositif qu'ils ont utilisé, c'est l'ISN. C'est un dispositif qui existe déjà. Donc ils mettent 500 millions en plus dedans. Le problème, c'est que ce dispositif, il est très lié au fait que vous soyez assuré ou pas. Donc les 82 % de fermes qui ne sont pas assurées aujourd'hui vont beaucoup moins bénéficier du dispositif, parce que pour le bénéficiaire, ils doivent avoir plus de 50 % de pertes et s'ils ont plus de 50 % de pertes, ils sont indemnisés à 28 %. Donc en clair ? La plupart de cette aide va aller à des agriculteurs qui sont déjà assurés. Donc ça veut dire

quoi ? Ça

veut dire que ce n'était pas le bon dispositif. Mais c'est quoi qu'il faut faire ? Il faut des aides en priorité sur des filières maraîchage, élevage qui ont vraiment trinqué. Les éleveurs qui ne savent pas comment ils vont donner du fourrage à leurs animaux parce qu'ils ont déjà dû en donner cet été. Et donc plus est leur stock et qu'ils n'en ont pas produit assez. Et puis les maraîchers qui ont tout perdu sur des productions qui ne s'assurent pas en plus. Vous avez vu qu'il

y a d'autres conséquences, notamment des ONG qui ont lancé une pétition pour interdire la chasse pendant 3 ans. La conséquence c'est d'abord qu'il

y a eu beaucoup d'animaux sauvages morts dans les 96 000 écarts de forêt disparus. Et donc interdire la

chasse pendant 3 ans, un moratoire dans les zones qui ont été impactées par les incendies. 500 000 signatures, vous l'avez signé ? Dont

la mienne. Vous l'avez

signé. Qu'est-ce que vous devez vouloir comme suite à ça ? Et j

'invite vos téléspectateurs à la signer. Au-delà de

ça, est-ce qu'il faut... Est-ce que vous interpellez le gouvernement en disant il faut absolument

prendre cette décision

? La faune sauvage, elle a tellement trinqué des incendies que personne n'arrive à chiffrer ça. Mais on se rend bien compte à quel point c'est dramatique. Il y a les 96 000 hectares de forêt brûlée qu'il faut régénérer. Et les animaux qui sont encore vivants, qui vivaient là, se sont réfugiés autour. Donc il faut une sorte de sanctuaire où ils peuvent se régénérer tranquillement sans être victimes de coups de fusil. Il faut des décisions vides. L'ouverture de la chasse dans certains départements, c'était le 6 septembre. Dans beaucoup de départements de 13. Et chez moi, dans Pas-de-Calais, c'est le 20. Donc on a peu de temps pour agir. Et

ce sont les préfets qui doivent décider. Là vous demandez une décision nationale. Parce que

le gouvernement dit que les décisions doivent se prendre au plus près du terrain. Moi je suis d'accord avec ça. Sauf que le gouvernement peut quand même impulser une ligne. En leur disant, on vous demande d'être très vigilant. Donc aujourd'hui il y a 20 départements où il y a des débuts de mesures qui ont été pris. Donc le gouvernement

doit donner une

ligne en fait. C'est comme ça que ça marche. Dans toutes les

politiques,

ça marche comme ça. Sauf dans l'écologie, on dit le préfet débrouille vous.

Vous êtes candidate à la présidentielle depuis bientôt un an. Ça fait bientôt un an que vous avez déclaré votre candidature.

Avec différentes phases de campagne. Vous pariez

toujours sur l'union de la gauche pour la présidentielle. Est-ce que vous imaginez qu'il n'y ait qu'un seul ou une seule candidate de la gauche en 2027

? Pour tout vous dire, je n'ai pas changé de ligne. Je fais une campagne pour l'écologie et pour l'union. Et j'ai honte de ce qui se passe à gauche. Parce que, voyez-vous, quand il y a une dissolution en 2024 et qu'on a cru que Jordan Bardella pouvait arriver à Matignon, j'étais fière de ce sursaut. Et je vais vous dire, personne n'y croyait. Et j'étais celle qui, ce soir-là, dans la stupéfaction, la sidération, elle dit moi, je cours tout droit. Tout ce que je peux faire, je l'aurais fait. Et à cette époque-là, on y a réussi. Mais vous m'auriez posé la question. C'était le nouveau fond populaire. Mais vous m'auriez demandé, deux jours après la dissolution, vous m'auriez dit, vous êtes bien gentille, ça ne marchera pas. Là, c'est

la présidentielle. Là, c'est la

présidentielle. Et je vois bien à quel point quelqu'un, et chacun s'est mis dans son couloir de natation. Je déplore ça. Je tout fais pour que ça n'arrive pas. Nous en sommes là aujourd'hui. Et donc ? Je ne pardonnerai pas, si ça se termine comme je pense que ça peut se terminer, à celles et ceux qui ont fait

ça.

À celles et ceux qui ont refusé de discuter ensemble, qui ont fait vivre ce discours et ce récit des

gauches irréconciliables. Il y en a à ma droite et il y en a à ma gauche. C'est qui à votre droite et qui à votre gauche ? Vous voulez que je donne des noms pour faire des reprises à... Je veux que vous ne les décrivez pas. Vous savez très bien. Moi, mon sujet, c'est que les écologistes ont une position constante, cohérente. On sera là pour les électeurs de gauche qui nous regardent ce matin, qui sont désespérés. Et je n'ai pas dit mon dernier mot. Donc

ça veut dire que vous restez candidate à la présidentielle ?

Je reste une candidate pour l'écologie et pour l'Union. C'est ça mon mandat.

Vous restez candidate à la présidentielle ?

Pour l'écologie et pour l'Union. Vous restez candidate à la présidentielle ? Je serais toujours partie de la solution. Vous verrez, je n'ai pas dit mon dernier mot.

Vous êtes toujours candidate à la présidentielle ? C'est ça que je voulais savoir. Je

vous l'ai dit quatre fois.

Pas tout à fait comme ça. Il y a une centaine d'élus socialistes qui, hier, ont dit qu'il faut ouvrir la primaire du Parti socialiste à d'autres. À François Ruffin qui est prêt. J'arrive un peu après la

bataille, nos amis. Et à vous

aussi. Donc vous dites c'est trop tard.

Écoutez, je ne sais plus quoi vous dire. J'ai plaidé la primaire pendant un an. J'ai fait des dizaines de réunions avec les socialistes sur le sujet. Ils ont fini par trancher qui ne voulaient pas venir parce que Raphaël Glucksmann ne voulait pas participer s'il n'y avait pas que des socialistes avec lui. En fait, ils font la primaire de leur liste aux Européennes. C'est un choix que je trouve tragique dont j'ai pris acte. Après, s'ils veulent qu'on participe, c'est simple. Il faut déjà que ce soit un tarif à 2 euros accessible comme on l'avait prévu. Une primaire à 15 euros qui va aller voter sérieusement. Et puis le principal intéressé, Raphaël Glucksmann, qui met ses conditions, il faut qu'il change d'avis. Ce n'est pas moi le problème dans cette affaire. Vous l'avez bien compris.

Donc vous ne fermez pas la porte si ça pouvait se faire.

À tout ce qui pourra favoriser l'union et un chemin de victoire pour notre camp, je ne ferme pas la porte mais je peux vous dire que je suis un peu échaudée du parti socialiste avec qui j'ai perdu beaucoup de temps pendant un an.

Vous n'y croyez plus quoi ? Si, moi je

suis pleine d'espoir. Je suis en colère mais déterminée. Retenez ça. Mais

ce n'est pas gagné dans votre parti. Parce que vous avez vu que Sandrine Rousseau regarde du côté de Jean -Luc Mélenchon. Il y en a un qui a pris clairement position. C'est Yannick Jadot qui soutient lui Raphaël Glucksmann. Dans vos statuts maintenant de parti, ceux qui soutiennent un autre candidat peuvent être exclus. Yannick Jadot sera -t-il exclu des écologistes

? Franchement j'étais venue ce matin parler de santé reproductive à la base. Je suis ravie à 8 mois et demi de grossesse d'avoir pris un train à 22 heures

pour répondre à des questions sur Yannick Jadot. Ce n'est pas moi qui pose la question. On est toujours

invisibilisé par des hommes quand on veut parler de santé féminine. Est-ce que Yannick

Jadot va être exclu des écologistes ?

Je fais confiance à mes instances. Il s'exclut de lui-même. Ce n'est plus un sujet pour moi. Je ne perds plus une seconde sur le sujet. J'espère que vous mettrais tout ce que vous avez dit sur lui sur le temps de parole de Raphaël Glucksmann et pas sur le mien.

Vous allez justement présenter aujourd'hui votre livret sur la santé reproductive. C'est -à-dire pour résumer le bien-être sexuel, la maternité quand on le veut, la paternité quand on le veut, des choix personnels. Quand vous mettez ce débat au centre de la campagne, qu'est-ce que vous voulez dire exactement ?

En tant que femme, en tant que maman, en tant que future maman, je déplore le fait qu'il y a des sujets qui sont omniprésents dans le quotidien des Français et des Françaises et dont on ne parle jamais en politique. Je l'ai fait avec la solitude. Je l'ai fait avec le bien-être des enfants, pas juste, qu'ils ne soient pas agressés sexuellement, mais qu'on fasse une société épanouissante pour eux. Là, j'assume de le faire sur la santé reproductive parce que vous voyez, il y a une femme sur trois qui vivra une fausse couche dans sa vie. Il y a une femme sur dix qui est victime d'endométriose, d'errance médicale de sept ans au moyen avant d'avoir le diagnostic. Il y a un couple sur cinq qui n'arrivent pas à avoir d'enfant. Et puis le parcours PMA, on sait qu'ils sont compliqués. Et ça, on n'en parle jamais des 50 % de spermatozoïtes qui ont perdu en concentration, qui créent des problèmes d'infertilité, du postpartum, du deuil périnatal. Et donc quand ça vous arrive, vous vous en tenez seul parce qu'on n'en parle jamais dans le débat public. Donc je veux que les gens sachent que ça existe, qu'on en parle et qu'on ait des solutions politiques pour accompagner, y compris le postpartum, je dis, une femme. En fait, il y a beaucoup de femmes qui, un mois après la naissance de bébé, ont des souffrances psychiques, une femme sur dix. Et ça aussi, il faut pouvoir en parler les accompagnées.

Alors une question personnelle, vous êtes enceinte. Le terme, c'est pour bientôt.

Quand on ne parle pas d'Yannick Jadot, tout va bien.

Le terme, c'est pour bientôt. Comment vous imaginez, Meulleur, votre campagne après

? Écoutez, toutes celles et ceux qui ont déjà eu des enfants savent que on peut réfléchir à comment on aimerait faire, mais que tant que le bébé n'est pas là, tant que vous n'avez pas accouché, tant que vous n'avez pas pris connaissance de ce bébé, de comment il va physiquement, psychiquement. C'est difficile de projeter, même en campagne présidentielle, ce bébé sera ma priorité, tant qu'il aura besoin d'être sécurisé, mais je ne compte pas partir quatre mois, mais je reviendrai en pleine forme, plus déterminé que jamais, et pendant mon absence, il y a une équipe très soudée qui fera le travail.

Merci d'avoir accepté notre invitation. Dans les 4 vérités que vous nous avez annoncées, il était trop tard pour parler d'une primaire avec les socialistes et que vous restez candidate à la présidentielle. Et

que

vous restez candidate à la présidentielle. Si vous changez d 'avis, je n 'ai du tout. Merci à vous, Maïa.

Merci beaucoup à tous les deux. Merci, Fabrice Pernod.